

CONTINUITES ET RUPTURES DE LA POLITIQUE EXTERIEURE DE LA FRANCE ENTRE 1870 ET 1914

par Dominique Lejeune, Prof Dr Dr

CHRONOLOGIE

- 19 juillet 1870 : déclaration de guerre à la Prusse
- 30 août - 2 septembre 1870 : bataille de Sedan
- 10 mai 1871 : traité de Francfort avec l'Allemagne
- 27 juillet 1872 : loi établissant un service militaire actif de cinq ans, obligatoire et universel
- septembre 1872 : " entrevue des trois empereurs ", à Berlin
- 6 mai 1873 : convention militaire défensive germano-russe de Saint-Pétersbourg
- 16 septembre 1873 : libération du territoire
- 22 octobre 1873 : " entente des trois empereurs " (" premier système bismarckien ")
- 1874 : Paul Leroy-Beaulieu, *De la colonisation chez les peuples modernes*
- 1876 : fondation de la Société de Géographie commerciale, à Paris
- 1877 : première édition du *Tour de la France par deux enfants*
- juin-juillet 1878 : congrès de Berlin
- 7 octobre 1879 : alliance défensive entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie (" Duplice ") :
début du " deuxième système bismarckien "
- 1880 : annexion de Tahiti
- 12 mai 1881 : protectorat français sur la Tunisie (traité du Bardo, complété par la convention
de la Marsa du 8 juin 1883)
- 14 novembre 1881 : un sous-secrétariat d'État aux Colonies dans le " grand ministère "
Gambetta
- 1881 : système des " rattachements "
- 20 mai 1882 : Triple-Alliance, " Triplice " avec l'Italie
- 1882 : traité Makoko (ratification par la Chambre le 21 novembre)
- 1883-1885 : Jules Ferry président du Conseil
- 1883 : création définitive du sous-secrétariat d'État aux Colonies ; création du Conseil
supérieur des Colonies ; fondation de l'Alliance française
- 1883 : Bismarck essaie de se rapprocher de la France de Jules Ferry
- 25 août 1883 : protectorat français sur l'Annam

- 1885 : conférence coloniale de Berlin ; protectorat français sur le Tonkin
- 21 avril 1887 : arrestation de Schnaebelé
- 1887 : création de l'Indochine française
- 20 février 1887 : premier renouvellement de la Triplice
- 1887-1896 : guerre de tarifs douaniers entre la France et l'Italie
- 1889 : loi militaire ramenant le service à trois ans
- août 1890 : le sous-chef de l'État-major général français, le général de Boisdeffre, est invité aux grandes manœuvres russes
- 1890 : fondation de la Société française de Colonisation et d'Agriculture coloniale et du Comité de l'Afrique française ; Jules Ferry dans son livre *Le Tonkin et la mère patrie* emploie pour la première fois l'expression de " course au clocher " (*scramble* avait été utilisé par le *Times* en 1884)
- 1891 : protestation de la Chambre des députés et de la presse à l'évocation d'une éventuelle entrevue entre le président Carnot et Guillaume II à Bruxelles ; les nationalistes français s'indignent de la venue à Paris *incognito* de la veuve de l'empereur d'Allemagne Frédéric III ; nouvel emprunt russe 3 % sur le marché de Paris
- 6 mai 1891 : second renouvellement de la Triple-Alliance (par anticipation)
- juillet 1891 : visite de la flotte française à Cronstadt
- 27 août 1891 : échange de lettres par lesquelles les deux gouvernements français et russe promettent de se concerter sur toutes les questions capables de mettre en cause la paix
- 17 août 1892 : signature d'une convention militaire secrète entre la France et la Russie
- 1893 : la France au Laos
- octobre 1893 : visite de l'escadre russe à Toulon
- 27 décembre 1893 : le tsar Alexandre III ratifie l'alliance franco-russe
- 4 janvier 1894 : la France ratifie l'alliance franco-russe
- mai 1894 à juin 1898 : Gabriel Hanotaux, ministre français des Affaires étrangères
- 1895 : création de l'Afrique occidentale française (A.O.F.)
- 1896 : voyage de Nicolas II en France
- 6 août 1896 : Madagascar colonie française
- 1897 : voyage de Félix Faure en Russie
- 1898 : crise de Kodok [Fachoda] entre la France et la Grande-Bretagne (Marchand à Fachoda le 10 juillet, évacuation le 9 novembre)

- 14 juin 1898 : convention franco-britannique délimitant les zones d'influence de l'Angleterre et de la France en Afrique occidentale
- juin 1898-juin 1905 : Delcassé, ministre des Affaires étrangères
- 21 mars 1899 : convention franco-britannique délimitant les zones d'influence respectives en Afrique centrale et orientale
- 9 août 1899 : nouvel accord secret entre la France et la Russie, donnant à l'alliance une durée illimitée
- 1900 : Lyautey, *Le Rôle colonial de l'armée* ; jonction du lac Tchad ; lois du 13 avril et du 19 décembre sur le principe de l'autonomie financière
- 1901 : expédition internationale en Chine
- 1902 : occupation du Hoggar ; achèvement du Transsibérien
- juin 1902 : renouvellement de la Triplice
- juillet 1902 : l'Italie signe avec la France un accord politique
- mai 1903 : voyage d'Edouard VII à Paris
- octobre 1903 : le roi d'Italie Victor-Emmanuel III à Paris
- 1903 : l'expression de " la plus grande France " apparaît pour la première fois sous la plume de Jacques Léotard, secrétaire général de la Société de Géographie de Marseille
- avril 1904 : le président de la République Émile Loubet en visite à Rome
- 8 avril 1904 : accord franco-anglais, " entente cordiale " entre la France et la Grande-Bretagne
- 31 mars 1905 : une troisième loi militaire abaisse la durée du service à deux ans ; Guillaume II en visite à Tanger (" coup de Tanger ")
- 15 janvier au 7 avril 1906 : conférence d'Algésiras
- 1906 : première exposition coloniale française, à Marseille
- 31 août 1907 : accord anglo-russe
- 1907 : renouvellement de la Triplice
- 1908-1912 : conversations navales franco-anglaises
- 1908 : création de l'Afrique équatoriale française (A.É.F.)
- 9 février 1909 : accord franco-allemand sur le Maroc
- 1910 : Mangin, *La force noire*
- 1911 : Agadir
- 30 mars 1912 : protectorat sur le Maroc
- 1912 : renouvellement de la Triplice ; congrès de Bâle
- 6 mars 1913 : dépôt à la Chambre d'un projet de nouvelle loi militaire (loi des trois ans) par le gouvernement Briand

1913 : installation du docteur Schweitzer à Lambaréné (Gabon) ; Ernest Psichari, *L'Appel des armes*

28 juin 1914 : attentat de Sarajevo

1er août 1914 : mobilisation générale en France et en Allemagne ; l'Allemagne déclare la guerre à la Russie

3 août : l'Allemagne envahit la Belgique et déclare la guerre à la France (18 h 45 mn) ; l'Italie se déclare neutre

4 août : obsèques de Jaurès ; premier emploi de la formule l' " Union sacrée " en France ; la Grande-Bretagne déclare la guerre à l'Allemagne

8 août : entrée des troupes française à Mulhouse

9 août : contre-attaque allemande sur Mulhouse

11 août : déclaration de guerre de la France à l'Autriche-Hongrie

26 août 1914 : conquête du Togo

6-9 septembre : bataille de la Marne

CONTINUITES ET RUPTURES DE LA POLITIQUE EXTERIEURE DE LA FRANCE ENTRE 1848 ET 1914

CHRONOLOGIE

- 25 février 1848 : Lamartine fait maintenir le drapeau tricolore contre le drapeau rouge
- 4 mars : circulaire de Lamartine aux agents diplomatiques
- 27 avril 1848 : abolition de l'esclavage dans les colonies françaises
- 16 avril 1849 : décision de l'expédition de Rome
- 1849-1851 : " pacification " de la Petite Kabylie
- 9 octobre 1852 : discours de Bordeaux
- 1853 : prise de possession de la Nouvelle-Calédonie
- mars 1854 : la France et l'Angleterre signent un traité d'alliance avec la Turquie
- 27 mars : elles déclarent la guerre à la Russie
- 14 septembre 1854 : début du débarquement en Crimée
- 1854-1865 : Faidherbe gouverneur du Sénégal
- 10 septembre 1855 : prise de Sébastopol
- 25 février au 8 avril 1856 : Congrès de Paris
- 1857 : " soumission " de la Grande Kabylie
- 1858 : débarquement de Danang [Tourane], en Annam), expédition franco-britannique en
Chine : traité de Tianjin [Tien-tsin]
- 1858-1860 : ministère de l'Algérie et des Colonies
- 23 janvier 1859 : alliance franco-sarde
- 18 février 1859 : débarquement de Saigon
- 4 juin 1859 : bataille de Magenta
- 24 juin : bataille de Solférino
- 23 janvier 1860 : traité de commerce avec la Grande-Bretagne
- 1860 : nouvelle expédition franco-britannique en Chine
- 24 mars 1860 : traité cédant la Savoie et Nice à la France
- 1860-1867 : Prosper de Chasseloup-Laubat ministre de la Marine
- 3 juillet 1861 : suppression de l'Exclusif
- 1862-1863 : l'empereur Tu-Duc d'Annam abandonne à la France la moitié orientale de la
Cochinchine (ratification par la France en 1864)
- 1862-1867 : campagne du Mexique

- 11 avril 1863 : protectorat sur le Cambodge
- 5 août 1866 : Napoléon III réclame la rive gauche du Rhin
- 20 août 1866 : Napoléon III réclame la Belgique et le Luxembourg
- 13 décembre 1866 : achèvement de l'évacuation de Rome
- 17 juillet 1867 : loi qui règle dans un sens libre-échangiste les relations de l'Algérie avec la France et les pays étrangers (liberté absolue)
- 16 novembre 1869 : inauguration du canal de Suez
- 19 juillet 1870 : déclaration de guerre à la Prusse
- 30 août - 2 septembre 1870 : bataille de Sedan
- 10 mai 1871 : traité de Francfort avec l'Allemagne
- 27 juillet 1872 : loi établissant un service militaire actif de cinq ans, obligatoire et universel
- septembre 1872 : " entrevue des trois empereurs ", à Berlin
- 6 mai 1873 : convention militaire défensive germano-russe de Saint-Pétersbourg
- 16 septembre 1873 : libération du territoire
- 22 octobre 1873 : " entente des trois empereurs " (" premier système bismarckien ")
- 1874 : Paul Leroy-Beaulieu, *De la colonisation chez les peuples modernes*
- 1876 : fondation de la Société de Géographie commerciale, à Paris
- 1877 : première édition du *Tour de la France par deux enfants*
- juin-juillet 1878 : congrès de Berlin
- 7 octobre 1879 : alliance défensive entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie (" Duplice ") : débuts du " deuxième système bismarckien "
- 1880 : annexion de Tahiti
- 12 mai 1881 : protectorat français sur la Tunisie (traité du Bardo, complété par la convention de la Marsa du 8 juin 1883)
- 14 novembre 1881 : un sous-secrétariat d'État aux Colonies dans le " grand ministère " Gambetta
- 1881 : système des " rattachements "
- 20 mai 1882 : Triple-Alliance, " Triplice " avec l'Italie
- 1882 : traité Makoko (ratification par la Chambre le 21 novembre)
- 1883-1885 : Jules Ferry président du Conseil
- 1883 : création définitive du sous-secrétariat d'État aux Colonies ; création du Conseil supérieur des Colonies ; fondation de l'Alliance française
- 1883 : Bismarck essaie de se rapprocher de la France de Jules Ferry
- 25 août 1883 : protectorat français sur l'Annam

- 1885 : conférence coloniale de Berlin ; protectorat français sur le Tonkin
- 21 avril 1887 : arrestation de Schnaebelé
- 1887 : création de l'Indochine française
- 20 février 1887 : premier renouvellement de la Triplice
- 1887-1896 : guerre de tarifs douaniers entre la France et l'Italie
- 1889 : loi militaire ramenant le service à trois ans
- août 1890 : le sous-chef de l'État-major général français, le général de Boisdeffre, est invité aux grandes manœuvres russes
- 1890 : fondation de la Société française de Colonisation et d'Agriculture coloniale et du Comité de l'Afrique française ; Jules Ferry dans son livre *Le Tonkin et la mère patrie* emploie pour la première fois l'expression de " course au clocher " (*scramble* avait été utilisé par le *Times* en 1884)
- 1891 : protestation de la Chambre des députés et de la presse à l'évocation d'une éventuelle entrevue entre le président Carnot et Guillaume II à Bruxelles ; les nationalistes français s'indignent de la venue à Paris *incognito* de la veuve de l'empereur d'Allemagne Frédéric III ; nouvel emprunt russe 3 % sur le marché de Paris
- 6 mai 1891 : second renouvellement de la Triple-Alliance (par anticipation)
- juillet 1891 : visite de la flotte française à Cronstadt
- 27 août 1891 : échange de lettres par lesquelles les deux gouvernements français et russe promettent de se concerter sur toutes les questions capables de mettre en cause la paix
- 17 août 1892 : signature d'une convention militaire secrète entre la France et la Russie
- 1893 : la France au Laos
- octobre 1893 : visite de l'escadre russe à Toulon
- 27 décembre 1893 : le tsar Alexandre III ratifie l'alliance franco-russe
- 4 janvier 1894 : la France ratifie l'alliance franco-russe
- mai 1894 à juin 1898 : Gabriel Hanotaux, ministre français des Affaires étrangères
- 1895 : création de l'Afrique occidentale française (A.O.F.)
- 1896 : voyage de Nicolas II en France
- 6 août 1896 : Madagascar colonie française
- 1897 : voyage de Félix Faure en Russie
- 1898 : crise de Kodok [Fachoda] entre la France et la Grande-Bretagne (Marchand à Fachoda le 10 juillet, évacuation le 9 novembre)

- 14 juin 1898 : convention franco-britannique délimitant les zones d'influence de l'Angleterre et de la France en Afrique occidentale
- juin 1898-juin 1905 : Delcassé, ministre des Affaires étrangères
- 21 mars 1899 : convention franco-britannique délimitant les zones d'influence respectives en Afrique centrale et orientale
- 9 août 1899 : nouvel accord secret entre la France et la Russie, donnant à l'alliance une durée illimitée
- 1900 : Lyautey, *Le Rôle colonial de l'armée* ; jonction du lac Tchad ; lois du 13 avril et du 19 décembre sur le principe de l'autonomie financière
- 1901 : expédition internationale en Chine
- 1902 : occupation du Hoggar ; achèvement du Transsibérien
- juin 1902 : renouvellement de la Triplice
- juillet 1902 : l'Italie signe avec la France un accord politique
- mai 1903 : voyage d'Edouard VII à Paris
- octobre 1903 : le roi d'Italie Victor-Emmanuel III à Paris
- 1903 : l'expression de " la plus grande France " apparaît pour la première fois sous la plume de Jacques Léotard, secrétaire général de la Société de Géographie de Marseille
- avril 1904 : le président de la République Émile Loubet en visite à Rome
- 8 avril 1904 : accord franco-anglais, " entente cordiale " entre la France et la Grande-Bretagne
- 31 mars 1905 : une troisième loi militaire abaisse la durée du service à deux ans ; Guillaume II en visite à Tanger (" coup de Tanger ")
- 15 janvier au 7 avril 1906 : conférence d'Algésiras
- 1906 : première exposition coloniale française, à Marseille
- 31 août 1907 : accord anglo-russe
- 1907 : renouvellement de la Triplice
- 1908-1912 : conversations navales franco-anglaises
- 1908 : création de l'Afrique équatoriale française (A.É.F.)
- 9 février 1909 : accord franco-allemand sur le Maroc
- 1910 : Mangin, *La force noire*
- 1911 : Agadir
- 30 mars 1912 : protectorat sur le Maroc
- 1912 : renouvellement de la Triplice ; congrès de Bâle
- 6 mars 1913 : dépôt à la Chambre d'un projet de nouvelle loi militaire (loi des trois ans) par le gouvernement Briand

1913 : installation du docteur Schweitzer à Lambaréné (Gabon) ; Ernest Psichari, *L'Appel des armes*

28 juin 1914 : attentat de Sarajevo

1er août 1914 : mobilisation générale en France et en Allemagne ; l'Allemagne déclare la guerre à la Russie

3 août : l'Allemagne envahit la Belgique et déclare la guerre à la France (18 h 45 mn) ; l'Italie se déclare neutre

4 août : obsèques de Jaurès ; premier emploi de la formule l' " Union sacrée " en France ; la Grande-Bretagne déclare la guerre à l'Allemagne

8 août : entrée des troupes française à Mulhouse

9 août : contre-attaque allemande sur Mulhouse

11 août : déclaration de guerre de la France à l'Autriche-Hongrie

26 août 1914 : conquête du Togo

6-9 septembre : bataille de la Marne

CONTINUITES ET RUPTURES DE LA POLITIQUE EXTERIEURE DE LA FRANCE ENTRE LA FIN DES ANNEES 1840 ET 1914

□ 2 sens de « continuités », 2 sens de « ruptures »

□ Continuités :

- **hostilité à / de l'Allemagne**
- **expansion coloniale (un " deuxième empire colonial " succédant au premier)**
- Entente cordiale (ou sa recherche) avec la Grande-Bretagne (**plutôt qu'en rupture**)
- on pourrait ajouter : patriotisme (*cf.* Apollinaire : " **Dieu, que la guerre est jolie...** ") ;

la « question romaine » (ou en rupture)

□ Ruptures :

- Année terrible, rupture de type « charnière »
- les systèmes bismarckiens, rupture de type « structurel »
- alliance russe, ratifiée définitivement le 4 janvier 1894, rupture des deux types
- **l'utilisation de la puissance financière**
- [- on pourrait ajouter : l'unification de l'Italie, la « sœur latine »]

□ Césures :

- 1870 & 1892-1894

□ Danger du plan évolutif, mais on peut bien exploiter la date de 1898

□ Introduction :

- **De 1815 à 1848, l'Europe avait été calme** : pas de guerre, peu de changements de frontières. **De 1848 à 1850, l'Europe connaît un vaste bouleversement, d'origine populaire**, que les États peuvent réprimer, si bien qu'on en revient au *statu quo*. Au contraire, pendant le Second Empire, quatre guerres vont se dérouler entre les grandes puissances et un changement fondamental de la carte va s'opérer avec la formation de l'unité italienne et la formation de l'unité allemande.
- **3 contraintes ou " niveaux " : " décideurs ", op. publique, contraintes internationales (mais la politique ext. d'un pays contribue à faire les relat. internat.)**

I. CONTINUITES

1°) Hostilité à / de l'Allemagne

a) Nature et fluctuations

- prodromes dès 1840
- élément clef dès la fin du SE
- des « fausses jumelles », à **affinités culturelles, dans le cadre d'une Europe pacifiée, quand elle est pacifiée, mais...** Cf. expo. « Marianne et Germania, 1789-1889 », Berlin 1996 et Paris 1997
- mais très imp. **fluctuations de l'idée de Revanche et de la vision française de l'Alsace-Lorraine.** Les républicains aux portes du pouvoir se gardent bien de soulever la question
- **la France n'a pas été unanime, ni constante, et, de plus, la « Revanche » n'est pas une « période » scolaire.** Se nourrissant de qq faits trop vite interprétés (la Ligue des Patriotes, le boulangisme, Tanger, etc.), **la vision d'une France revancharde préparant longuement la reconquête des provinces perdues domine encore largement l'historiographie traditionnelle, sans jamais avoir fait l'objet d'étude approfondie, comme si l'on acceptait tacitement le mot de Maurras sur la Revanche « reine de la France », élevé au rang d'évidence**
- le mot de Revanche apparaît dans une prédiction de Victor Hugo (tout début nov. 1870), rapportée par le *Journal des Goncourt* (7 nov. 1870) : la « revanche dans 4 ou 5 ans » ; le mot est repris ensuite par Gambetta
- autre « mot » : la formule de Maurras sur la Revanche, « reine de la France », 1905, avec **des nuances d'ailleurs**
- **d'abord, la France républicaine est officiellement pacifique** (cf. Combes cité dans *La France de la BE*), voire pacifiste :
 - l'idée d'une France revancharde est remise en cause dans la synthèse perspicace de Jean-Jacques Becker et Stéphane Audouin-Rouzeau, *La France, la nation, la guerre (1850-1920)*, Paris, 1995, notamment pp. 142-157.
 - Jaurès, 1887 : « ni guerre ni renoncement », à propos du gouvernement et de l'opinion
 - la Revanche sans la guerre ? **sûrement souhaitée, mais c'est impossible !**
 - ou la Revanche = tâche des générations à venir, ce qui est facile
 - **d'où l'aspect maussade et parfois un peu mesquin d'une politique extérieure en apparence discontinuée**
 - cf. aussi la très honnête formule de Marcel Sembat, en 1913, *Faites un roi, sinon faites la paix* (titre d'un livre)

- **et même parmi les jeunes officiers au lendemain de l'affaire Dreyfus, les « provinces perdues »** ont perdu (*sic*) de leur prestige sentimental

□ **disparition du mot de Revanche, même chez... les revanchards, dans années 90**

□ **qu'en pensent les pays étrangers ?**

- **les Allds comprennent très bien, ce qui réduit la marge de manœuvre de la France !**

- « ni guerre ni renoncement » **facilite l'alliance franco-russe** (et les « revanchards » vont **mettre beaucoup de temps à comprendre que l'alliance empêche la Revanche**)

□ qui sont, au total, les Revanchards ? **Albert de Mun, Déroulède... peu de monde en définitive**

□ ce qui précède vient de B.Joly, "La France et la Revanche (1871-1914)", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1999, pp. 325-347, qui « pompe » parfois *La France des débuts* et *La France de la BE*

□ La rivalité franco-allemande est un aspect tellement essentiel des relations internationales que jusqu'en 1875 les rapports entre les deux pays constituent la préoccupation majeure des **diplomates européens et que la Grande Guerre sera, de part et d'autre de la "ligne bleue" des Vosges** et jusqu'après 1919, entendue avant tout comme un duel franco-allemand.

b) Deux facteurs essentiels

□ Les relations entre les deux anciens belligérants de 1870 sont commandées par deux facteurs, le souvenir de la guerre et du traité de Francfort, d'une part, la politique bismarckienne, d'autre part.

□ des exceptions, des périodes de détente, voire de rapprochement :

- Jules Ferry, partisan de l'expansion coloniale, étant arrivé au pouvoir en 1882, Bismarck tenta en effet à partir de 1883 de proposer un accord par lequel la France renoncerait librement aux provinces perdues et bénéficierait, en échange, de l'appui allemand pour la conquête coloniale, laquelle provoquerait inévitablement des frictions avec la Grande-Bretagne : **c'était "soigner les désaccords entre la France et la Grande-Bretagne", selon une formule de Bismarck retrouvée dans ses papiers personnels.** Mais aucun homme politique français ne pouvait renoncer, une douzaine d'années après l'annexion, à l'Alsace-Lorraine. Cela aurait été sa perte aux yeux du monde politique et de l'opinion : le projet échoua, Ferry repoussant les avances allemandes. Après la chute de Ferry (mars 1885), Bismarck répéta ses ouvertures, en vain, et cet échec mit fin à la période de détente entre la France et l'Allemagne.

- période de Hanotaux : tentative de bon voisinage avec l'Allemagne, élaborée par Gabriel Hanotaux, ministre français des Affaires étrangères de mai 1894 à juin 1898. Pour lui, la priorité était l'expansion coloniale, au prix d'une friction avec la Grande-Bretagne, concurrent

principal. Or, la rivalité se manifesta clairement avec la rencontre en 1898 à Fachoda, au Soudan, des deux grands axes d'expansion coloniale en Afrique, le français et le britannique.
- période de Clemenceau, cf. 9 février 1909 : accord franco-allemand sur le Maroc

c) L'anormalité des rapports

□ Jusqu'à la Première Guerre mondiale, les relations franco-allemandes ne peuvent être **normales. Surtout à cause de l'Alsace-Lorraine.**

L'Allemagne ne vient pas à l'Exposition universelle de 1889 ; il n'y a même aucune banque française en Allemagne, aucune banque allemande en France, mais il faut tenir compte du rôle particulier joué par les banques alsaciennes, Société générale alsacienne de **Banque, surtout. En France, l'opinion publique regimbe dès qu'il est envisagé de "causer"** avec l'Allemagne. C'est ainsi que pendant la seule année 1891, d'une part l'évocation d'une éventuelle entrevue entre le président Carnot et Guillaume II à Bruxelles (à l'occasion du jubilé du roi des Belges !) provoqua la protestation indignée de la Chambre et de la presse françaises, d'autre part le quai d'Orsay dut renoncer à son souhait de voir des artistes français participer à l'exposition de Berlin et enfin les nationalistes français s'indignèrent de la venue à Paris *incognito* de la veuve de l'empereur Frédéric III, provoquant d'ailleurs des incidents et les réactions de la presse allemande.

□ La rivalité franco-allemande prend dès les années 1870, dans la perspective de la revanche, une coloration technique et militaire : la puissance militaire est fondée sur la démographie qui permet les gros effectifs, rapidement mobilisables, les armements, le dynamisme de l'état-major et la bonne organisation.

□ un rapprochement économique aussi :

- des liens nombreux existent entre groupes d'affaires des deux pays. Les capitalistes français, attirés par la différence du taux d'intérêt et par les besoins en capitaux d'une industrie allemande en essor, sont séduits par les valeurs mobilières du voisin du Rhin. Celui-ci s'intéresse de son côté aux débouchés que la France peut représenter, et les capitalistes créent ainsi des filiales sidérurgiques en France. Les gouvernements français sont réservés face à ce rapprochement, à l'exception de Rouvier.

- la période 1906-1910 correspond à une relative harmonie, à "une forte interpénétration d'intérêts" (titre de chapitre chez R.Poidevin, *Les relations économiques et financières entre la France et l'Allemagne de 1898 à 1914*, Armand Colin, 1969, 917 p.). Toutefois l'immédiat avant-guerre va consacrer la faillite de la politique de rapprochement économique, le nationalisme financier l'emportant dans les deux pays : il y aura donc coïncidence des courbes des relations économiques et politiques.

2°) Expansion coloniale

- Voir cours spécial (colo/décolo) ou cours politique ext. 1848-1914 ou *Débuts* et *BÉ*
- **ne pas oublier la constante de l'anticolonialisme, de l'atonie de l'idée coloniale**

3°) Entente cordiale (ou sa recherche) avec la Grande-Bretagne

- cf. g. Crimée, 1858 & 1860 : expéditions franco-britanniques en Chine

□ **la recherche de l'entente provoque des reculs, comme :**

- le recul français en Égypte. Alors que les intérêts français étaient prédominants au début de la période, la Grande-Bretagne parvint, au bout d'une longue lutte d'influence à exercer une domination exclusive sur l'Égypte : achat des actions du khédivé dans le canal de Suez en 1875, fin du condominium franco-anglais, occupation militaire exclusive à partir de 1882, autorité absolue du consul général d'Angleterre. Elle considérait le royaume comme vital pour **son commerce et ses relations avec l'Inde par le canal de Suez**. "Bismarck avait vu juste : l'affaire égyptienne allait pendant quinze ans empoisonner les relations franco-anglaises. Le chancelier allemand ne pouvait que s'en réjouir. " (P.Milza).

- De plus, en 1887, la Grande-Bretagne et l'Italie conclurent le pacte méditerranéen et l'on évoqua bientôt la possibilité d'une alliance germano-anglaise. L'hostilité de la France vis-à-vis de la Grande-Bretagne prit avec Hanotaux, ministre des Affaires étrangères de 1894 à 1898, une allure systématique et les conflits coloniaux africains se multiplièrent entre les deux pays jusqu'à la crise de Fachoda. Dans l'affaire d'Égypte, l'opinion française resta à peu près indifférente, les milieux d'affaires se montrèrent peu soucieux de défendre leurs intérêts autrement que grâce à l'intervention anglaise et les milieux parlementaires furent échaudés par les difficultés engendrées par l'affaire tunisienne.

□ L'Entente cordiale s.s. :

□ Beaucoup plus important fut le rapprochement avec l'Angleterre et l'établissement de rapports cordiaux avec l'outre-Manche. Ils n'allèrent pas de soi : l'Angleterre se heurtait en Asie à la Russie, alliée de la France, l'Indochine française semblait menacer la Birmanie **britannique, partout en Afrique noire la France s'était affrontée à l'Angleterre et l'Égypte avait été longtemps une pomme de discorde** jusqu'à l'expédition de Marchand à Fachoda. Cette dernière avait abouti à une humiliation française, Marchand recevant l'ordre d'évacuer la position, mais avec réalisme Delcassé accepta l'inévitable — une confrontation armée avec la Grande-Bretagne était-elle du **domaine du raisonnable et du réaliste au moment où l'affaire Dreyfus divisaient les Français ?** — et signa avec l'Angleterre la convention de mars 1899 qui délimitait les zones d'influence respectives en Afrique centrale et orientale.

□ Les Anglais pouvaient continuer à hésiter entre les deux rapprochements possibles — avec la France, avec l'Allemagne — mais l'agressivité commerciale allemande de par le monde et les programmes navals les inquiétaient : en 1898 l'amiral von Tirpitz, ministre de la marine, avait lancé un vaste programme de réarmement comportant des unités lourdes.

C'était la course aux armements, mais si les Britanniques s'alliaient à l'Allemagne, ils neutraliseraient cette concurrence navale.

□ Sous l'impulsion du ministre des colonies Joseph Chamberlain, qui réussit à convaincre son collègue du Foreign Office, Lord Lansdowne, ils se portèrent d'abord vers l'Allemagne, mais sans obtenir de promesses de concessions au sujet de leur effort naval, instrument essentiel de *Weltpolitik* ("politique mondiale", en fait mondialisation de la politique extérieure allemande, l'Allemagne ne faisant qu'imiter la Grande-Bretagne et la France). Le projet britannique, soumis aux Allemands en mai 1901, proposait la neutralité réciproque en cas de guerre d'un deux signataires contre *une* tierce puissance et l'aide militaire en cas de guerre contre *deux* puissances. Beaucoup de conseillers de Guillaume II pensaient qu'un rapprochement serait toujours impossible entre France, Grande-Bretagne et Russie, et ils firent exiger une *alliance* de l'Angleterre avec la Triple elle-même !

□ L'échec était d'autant plus inquiétant que la flotte constituait pour la Grande-Bretagne son unique force militaire véritable, il incita à se tourner vers le pays qui en Europe disposait de la seule armée de terre capable de rivaliser avec l'allemande et de protéger l'Angleterre.

Edouard VII succéda à Victoria en 1901, cela facilita les efforts français. Le nouveau roi, qui connaissait bien la France (et, paraît-il ses femmes), sut, lors de son voyage de mai 1903, en retourner de manière exemplaire une opinion publique qui, autrefois poussée par la presse à grand tirage, continuait à voir en John Bull l'ennemi héréditaire et perfide depuis la Guerre de Cent Ans et avait distingué dans le petit peuple boer un héros à défendre et plaindre et l'occasion d'exhaler bruyamment son antipathie anglophobe. Mais quelle opinion publique n'était pas favorable aux Boers ?

□ Comment le retournement s'opéra-t-il ? "Voici un nouvel exemple sur le bon usage de la presse, des fonds secrets et des brigades d'acclamation pour préparer l'action diplomatique", remarque ironiquement René Girault. On retrouvera facilement des séries de périodiques français qui sont tout particulièrement pittoresques à cet égard, mais en matière de manuels d'histoire, on remarquera que ceux de l'école publique sont anglophiles alors que ceux des écoles confessionnelles sont anglophobes. Le voyage de Delcassé et Loubet à Londres en juillet permit de renouer avec la tradition des bons rapports du temps de la première Entente cordiale, nouée sous la Monarchie de Juillet, et l'expression avait été déjà utilisée à propos de la Russie et de la France en 1891.

□ Ce ne fut toutefois pas une alliance ou un pacte de non-agression, mais une simple "entente". La Grande-Bretagne gardait à cet égard sa tradition de splendide isolement, tout en s'alliant formellement et publiquement le 30 janvier 1902 avec le Japon, ennemi potentiel des Russes, alliés des Français : si l'une des deux puissances était attaquée par *une* tierce puissance en Extrême-Orient, l'autre resterait neutre ; en cas d'attaque par *deux* puissances, l'autre interviendrait ; cela signifiait que si la Russie était en guerre avec le Japon, la France

ne pourrait pas l'aider, car elle savait que, dans ce cas, l'Angleterre à son tour entrerait en **guerre...** **Le déclenchement de la guerre russo-japonaise** en janvier 1904 poussa Angleterre et France à hâter la concrétisation de leur accord.

□ Réglant beaucoup plus largement le contentieux colonial qu'en 1899, un accord rapprocha les deux pays le 8 avril 1904. Une poussière de contestations, dont certaines étaient fort anciennes, furent tranchées au bénéfice de l'un ou de l'autre des deux pays : la France abandonnait ses droits privilégiés sur les bancs de pêche de Terre-Neuve, le *French Shore* de 1713, la France recevait des îles en face de Conakry, en Guinée. Par une "déclaration" France et Grande-Bretagne se laissaient mutuellement les mains libres en Égypte et au Maroc. Des articles secrets prévoyaient, entre autres, le partage du Siam en zones d'influence et la création d'une commission destinée à régler le sort des Nouvelles-Hébrides (la commission aboutit deux ans plus tard à une solution de condominium).

□ Le règlement de 1904 et la naissance d'une nouvelle Entente cordiale, venant après l'accord italien et le renforcement de l'alliance avec la Russie, rendent la position de la France beaucoup plus solide sur la scène internationale, même si elle n'est pas à la tête d'un système d'alliances. Suivis par la convention franco-espagnole de septembre 1904, qui fixait des zones d'influence au Maroc, ils paraissaient résoudre par la facilité la question de l'acquisition du Maroc. En réalité celle-ci se fit dans la difficulté et les crises, ces dernières contribuant à renforcer l'Entente cordiale, pour la formation de laquelle la vision par la Grande-Bretagne de l'armée française avait, on l'a signalé, joué un rôle.

□ Quant à l'établissement de rapports cordiaux de part et d'autre de la Manche, ils n'allaient donc pas de soi : l'Angleterre se heurtait donc en Asie à la Russie, alliée de la France, l'Indochine française semblait menacer la Birmanie britannique, partout en Afrique noire la France s'était affrontée à l'Angleterre, et l'Égypte fut longtemps une pomme de discorde, jusqu'à l'expédition du commandant Marchand à Fachoda (aujourd'hui Kodok, au Soudan, 1898). Mais la convention franco-britannique du 14 juin 1898 délimita les zones d'influence de l'Angleterre et de la France en Afrique occidentale.

□ L'Angleterre ayant songé à la guerre au moment de la crise de Tanger, il était logique de lui demander des promesses concrètes en temps de paix, d'autant plus que les programmes navals allemands inquiétaient de plus en plus outre-Manche. Clemenceau insista pour que fût renforcé le corps expéditionnaire britannique, formé de soldats de métier et à envoyer sur le continent en cas de guerre, et il commença en octobre 1908 des conversations navales qui aboutiront à l'accord de 1912, répartissant les tâches en cas de guerre : concentration des forces françaises dans la Méditerranée et des forces anglaises en Manche et dans la Mer du Nord. Au fond, une fois envisagée en 1905 l'hypothèse d'un engagement militaire britannique aux côtés des Français, on marchait à petits pas vers une alliance aussi véritable que tacite.

II. RUPTURES

1°) Année terrible

□ généralités

□ La rivalité franco-allemande prend dès les années 1870, dans la perspective de la revanche, une coloration technique et militaire : la puissance militaire est fondée sur la démographie qui permet les gros effectifs, rapidement mobilisables, les armements, le dynamisme de l'état-major et la bonne organisation. Les progrès se répondent de part et d'autre de la frontière, en matière de lois militaires, d'armement individuel du fantassin — fusils Gras à cartouche métallique (1874), Lebel à répétition (1886), Mauser, etc. — , d'armement collectif : la mitrailleuse, débutante au temps de la Guerre de Sécession, est mise au point par Maxim en 1883. Aux canons d'acier Krupp se chargeant par la culasse répondent les canons de Bange dans les années 1880, la rivalité s'étend aux dirigeables, à la Marine, à la protection fortifiée des frontières. Sur ce dernier point, en France, le plan proposé par le général Séré de Rivières fut adopté en 1874 ; les travaux commencèrent aussitôt et l'alerte de 1875 les fit accélérer. Après 1885 les ouvrages fortifiés furent modernisés à grand renfort de béton et de cuirassement pour tenir compte des nouvelles techniques. Aux grands camps retranchés allemands de Strasbourg et Metz répondaient ceux de Verdun, Toul, Épinal et Belfort, des lignes de forts entre les deux premiers et les deux derniers, et une deuxième ligne défensive, de La Fère à Besançon, en passant par Laon, Reims, Langres et Dijon. La faiblesse du système français était la vulnérabilité de la frontière avec la Belgique, impossible à fortifier à cause de la neutralité belge, des relations amicales que la France s'efforçait d'établir avec sa voisine et du coût financier de l'éventuelle opération.

La concurrence franco-allemande concerne aussi la doctrine d'emploi des armes et des unités, la stratégie et à la tactique. Les plans restent toutefois à la fin du XIXe siècle d'une grande simplicité : lancer dans une bataille de rencontre frontale toutes les forces disponibles, rassemblées le plus vite possible, la victoire devant être obtenue rapidement, en **raison du caractère "moderne" et "industriel" de l'armement**. Mais les leçons que la Guerre de Sécession avaient déjà laissé percevoir ne sont pas tirées : on continue par exemple à avoir **confiance dans les charges de cavalerie. L'importance des lignes de "forts d'arrêt" sur les** frontières commande le choix des voies de pénétration, surtout pour l'Allemagne, dont le chef d'état-major (à partir de 1891), le comte de Schlieffen, a envisagé dès la dernière décennie du XIXe siècle une offensive contre la Belgique et le Luxembourg — et même, au début, les Pays-Bas — pour envelopper le gros du potentiel militaire adverse dans le nord-est de la France, de manière à pouvoir ensuite se retourner contre la Russie.

2°) Les systèmes bismarckiens

- Les relations entre les deux anciens belligérants de 1870 sont commandées par deux facteurs, le souvenir de la guerre et du traité de Francfort, d'une part, la politique bismarckienne, d'autre part.
- Les systèmes eux-mêmes : voir le cours Politique ext. 1848-1914 ou *France des débuts*
- Conséquence : le **nationalisme devient "de droite" à la fin du XIXe siècle, réalisant un glissement puisqu'à l'origine il était républicain et "à gauche" (J.Bariéty & R.Poidevin, pp. 154-156)**. Le nationalisme déborde d'abord du simple patriotisme républicain par l'intermédiaire de Renan, de Taine, de l'historien Henri Martin, des *Chants du soldat* de Déroulède (1872), de la Ligue des patriotes, fondée le 18 mai 1882 dans la mouvance républicaine la plus orthodoxe. Le boulangisme fait virer à droite le nationalisme français, qui est désormais plus que patriotique.
- L'antidreyfusisme est l'occasion de développer un nationalisme virulent réussissant grâce à **l'Action française l'opération de fédérer les droites. Pour l'heure il est incarné par les "ligues"**, par Rochefort, Déroulède et le nationalisme défensif et conservateur de Barrès et Maurras sans que personne ne réussisse à être le Boulanger de cette nouvelle crise de la République. Barrès en est l'écrivain, au nationalisme agressif, antisémite et xénophobe, auteur de *Scènes et doctrines du nationalisme (1902)*. **Le mot de "nationaliste" devient d'usage courant grâce à un article de Barrès paru dans *Le Figaro* du 4 juillet 1892.** Toutefois, le principe de cohésion n'est pas un homme, mais l'antisémitisme, mouvement très rassembleur et imprécis, dirigé comme partout en Europe au même moment contre des boucs-émissaires, en France particulièrement peu nombreux. Cependant, à partir de 1905 le nationalisme français fut moins un monopole de la droite, ce que l'exemple de Péguy montre bien, et il reste littéraire, sans grande emprise sur les masses.

3°) Alliance russe, ratifiée définitivement le 4 janvier 1894

- voir *La France des débuts*
- Une indispensable alliance de revers, mais la Russie ne fera évidemment pas la guerre **pour l'Alsace-Moselle et la France pour les Balkans (et alliance est faite au début d'une longue période de paix, et de rapports non-conflictuels avec l'All.)**

4°) Utilisation de la puissance financière

a) Un atout capital

- La puissance financière reste pour la France un atout capital. Elle n'est pas directement celle du quai d'Orsay, qui ne dispose jamais de 0,5 % du budget de l'État ! La diplomatie s'est dotée d'une arme financière indirecte, qui permet par les placements de capitaux de

s'attacher des alliés, comme la Russie, de faire pression sur un adversaire potentiel, comme l'Italie. Les placements de capitaux français à l'étranger deviennent fort importants (pour une vue d'ensemble : A. Beltran et P. Griset, pp. 162-168). Si l'observateur se place, par commodité, en 1914, il constate que la France représente alors 20 % de l'investissement transnational, soit environ 45 milliards de francs. Certes, c'est moins que l'investissement britannique à l'étranger qui équivaut à 95 ou 100 de ces milliards, mais cela fait quand même 40 % du total des investissements français.

□ Quelles sont les causes de cette abondance ? Elles sont évidemment d'abord économiques et financières : les besoins en mise en valeur et la croissance démographique sont tels à l'étranger que le taux de l'intérêt moyen servi dépasse d'au moins 1 % le taux moyen en France, pays où la mise en valeur est déjà ancienne et où la démographie stagne. Les nécessités de la politique extérieure font — deuxième cause, et on comprend le double attrait pour les placements en Russie — que les gouvernements ont appuyé et appuient jusqu'à la propagande les démarchages et campagnes de placement. Enfin, la cause psychologique rejoint l'argument financier : le revenu offert hors des frontières est sûr aux yeux des contemporains (mais pas aux nôtres, qui bénéficient du recul commode du temps !), car il est très souvent procuré par un placement en valeurs d'État, type de façon de faire fructifier son épargne que les Français prennent à l'époque contemporaine et en métropole l'habitude de considérer comme particulièrement solide. C'est le facteur qui place Paris au rang de première place mondiale pour les fonds d'État et le raisonnement qu'ont **suivi les petits épargnants qui ont pris "de l'emprunt russe"** .

b) L'importance de la répartition géographique

□ Ceci pose la question de la répartition géographique de ces investissements. L'Europe (Russie comprise) domine. En 1882, il n'y avait que 1,1 milliards de francs placés en Russie (7,3 % du total), en 1902 on est déjà passé à 6,9 milliards (23,7 %). Parmi les pays européens, viennent ensuite l'Autriche-Hongrie (2 milliards en 1896), l'Espagne, la Turquie (1,5 milliard), la Roumanie et l'Italie (1,5 milliard), des pays qui étaient prédominants en 1882 (60 %, Russie défalquée, du total des investissements français à l'étranger). Hors d'Europe, se signalent à l'attention l'Amérique latine, l'Égypte (1,7 milliard en 1896), l'Afrique du Sud, l'Afrique du Nord, que suivent les États-Unis (0,6 milliard en 1896), la Chine et le Japon (ensemble 0,4 en 1896), l'Indochine, etc. Au total, les colonies ne représentent que 4 milliards en 1914 (dont 3 pour l'Afrique du Nord), soit une situation inférieure à celle de l'Amérique latine et dix fois moins que l'investissement britannique dans l'Empire ! Toutefois, la part des colonies s'accroît très vite (0,65 milliards en 1882, 1 en 1902).

□ Les conséquences globales de cette importance sont capitales. Les rivalités avec les pays étrangers peuvent en être directement issues, car on passe facilement du heurt entre intérêts

privés aux conflits entre états. Ceci, qui a un fort intérêt historiographique, pose le problème des relations entre milieux d'affaires et milieux politiques. Une autre conséquence est économique, la mise en valeur du territoire national étant par voie de soustraction relativement insuffisante, alors que des capitaux étrangers, belges, suisses, et même allemands, ont commencé à s'investir en France ! Une troisième conséquence est financière et économique dans le court et le moyen terme : les investissements français servent rarement à acheter des produits français. Les meilleurs fournisseurs de la Russie sont l'Allemagne et la Grande-Bretagne et non la France, dont les exportateurs de marchandises gémissent. Nous pouvons y ajouter avec sûreté une conséquence financière à long terme, celle de la perte de capitaux après la guerre, la Russie nouvelle ne reconnaissant pas les dettes de l'État tsariste, au grand dam des épargnants français qui avaient cru justement trouver la sécurité, le cas est bien connu. Enfin, il est un effet d'entraînement politique et moral que les adversaires de l'alliance franco-russe ont de longue date mis en avant : une République parlementaire investit surtout dans des pays à régime absolutiste (mais le choix inverse était-il vaste ?).

c) L'exemple italien

La politique de l'ambassadeur de France à Rome Camille Barrère consista à tout faire pour éloigner l'Italie de ses alliés de la Triple-Alliance. Elle s'appuya sur la très grande importance des relations financières entre les deux pays : 64 % de la dette publique italienne étaient entre les mains des Français entre 1885 et 1889, 58,3 % entre 1890 et 1894.